



**PUBLIE LE 30 DEC. 2025**

**ACTION EN JUSTICE  
AFFAIRE MME K C/ VILLE DE ROUEN  
ESTER EN JUSTICE  
AUTORISATION  
Réf. 2025 / 143**

NOUS, MAIRE DE ROUEN,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 (16°) et L.2122-23,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant délégation du Conseil Municipal au Maire,

CONSIDERANT :

- Qu'un permis de construire a été délivré le 13 mars 2025 par la commune de Rouen à la Société ARCONANCE pour la démolition d'un parking et la construction de deux immeubles sur la parcelle cadastrée HW237 située 11 rue Brémontier à Rouen (76100).
- Qu'un recours gracieux est déposé le 1<sup>er</sup> Juillet 2025 par Mme K et autres riverains contre le permis de construire délivré.
- Qu'une requête enregistrée par le Tribunal administratif de Rouen le 31 octobre 2025 sous le numéro 2505166 a été formulée par Mme K et les autres riverains en vue d'obtenir l'annulation du permis de construire susmentionné ainsi que de la décision implicite de rejet de dudit recours gracieux.
- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

DECIDONS CE QUI SUIIT :

Article 1<sup>er</sup>. - Est autorisée la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.